



Montreuil,
Le 11 juin 2018

Communiqué de soutien aux personnels des CIO et DRONISEP



Le 5 juin, plus de 500 PsyEN-EDO, administratifs, professeurs, se sont réunis. Ils dénoncent le passage des DRONISEP et ses 300 fonctionnaires aux Régions comme le prévoit le projet de loi sur « la liberté de choisir son avenir professionnel » dont FO exige le retrait, ainsi que la fermeture des CIO, l'affectation des 3700 PsyEN-EDO en établissement et les mesures de cartes scolaires dont seront victimes les personnels administratifs.

Pour le SNFOLC (syndicat FO des lycées et collèges) et le SPASEEN-FO, les personnels ont raison : ils veulent conserver leur lieu de travail spécifique qui garantit aux PsyEN-EDO leur indépendance, leurs missions dans l'Education nationale.

Ce premier plan social prévu par le ministre Blanquer conformément aux orientations du ministre de la Fonction publique de supprimer 120 000 fonctionnaires, dont 50 000 dans la Fonction publique de l'Etat, illustre la volonté du gouvernement de céder pans par pans des morceaux entiers de service public aux Régions et aux entreprises privées – comme pour les cheminots.

Plus d'un tiers des PsyEN-EDO de la région parisienne avec les personnels administratifs des CIO, a manifesté à Paris en direction du ministère de l'Education nationale. Les organisations syndicales de l'intersyndicale nationale (SNFOLC, SNES-FSU, SE-UNSA, CGT Educ'action, SUD, SNPTES, SGEN CFDT) soutenue par des syndicats de personnels administratifs dont le SPASEEN-FO ont été reçues par le cabinet du ministre. Le ministère confirme le passage des DRONISEP aux Régions, que des CIO vont fermer, que le partenariat avec les Régions se met en place, qu'il serait possible de nommer des PsyEN en établissement voire même de transférer des CIO dans les établissements.

Aucune garantie n'a donc été donnée à l'ensemble des personnels et aux organisations syndicales. Ce ne sont pas les propos tenus par les représentants du ministre au Conseil supérieur de l'éducation le 15 mai qui rassureront les personnels : « pour le moment le projet ne revient pas sur le principe d'au moins un CIO par département. » Ce que veulent les personnels, c'est pouvoir exercer leurs missions en toute sérénité, dans un lieu de travail spécifique où ils peuvent recevoir tous les publics.

Les analyses de FO prennent corps...

Depuis plusieurs années, entre fermetures et fusions de CIO, suppressions de postes et mesures de cartes scolaires, l'Orientation est dans le viseur.

FO avait dénoncé, dès 2014, la mise en place du Service Public Régional d'Orientation (SPRO), véritable machine à supprimer les CIO pour en transférer les missions aux régions. En route vers la privatisation ?

Pour FO, le projet et le traitement réservé aux agents sont inacceptables.

Le SPASEEN-FO, réaffirme son opposition à un quelconque transfert des personnels et de leurs missions. Il s'oppose à la totalité du projet de loi tant sur l'orientation que sur le reste. Ce projet s'inscrit pleinement dans le CAP 2022 visant à « transformer le service public », en lien avec les chantiers de simplification, transformation numérique, d'organisation territoriale et modernisation de la gestion budgétaire et comptable.

Avec le SNFOLC, avec sa fédération la FNEC FP-FO, le SPASEEN-FO exige :

- le retrait de tout projet de suppression des CIO,
- le retrait de tout projet de transfert des DRONISEP aux régions,
- la garantie et le respect des statuts et missions de tous, et le maintien de tous les postes,
- le respect du statut de fonctionnaire d'Etat.